



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service Prévention des Risques Techniques

Avignon, le

10 MARS 2016

**BORDEREAU DE TRANSMISSION
AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES RELEVANT DU REGIME DE LA
DECLARATION**

PREUVE DE DEPOT	
Déclaration initiale et prescriptions générales applicables	
Déclaration du bénéfice des droits acquis et prescriptions générales applicables	X
Déclaration du changement d'exploitant	
Déclaration de la modification	
Notification de la cessation d'activité	

DESTINATAIRES		OBSERVATIONS																
Exploitant	SNCF COMBUSTIBLES 2 PLACE AUX ETOILES CS 70001 93633 LA PLAINE ST DENIS SITE D'EXPLOITATION : 6 rue Pierre Sénard 84000 AVIGNON	N° GUP : 20160040 Document(s) et numéro GUP à conserver dans vos archives.																
Services/Mairie	<table border="1"> <tr> <td>DREAL - UT 84</td> <td align="center">X</td> </tr> <tr> <td>DDPP - SSPA</td> <td></td> </tr> <tr> <td>DDT</td> <td align="center">X</td> </tr> <tr> <td>Gendarmerie/DDSP</td> <td align="center">X</td> </tr> <tr> <td>ARS</td> <td></td> </tr> <tr> <td>DIRECCTE</td> <td></td> </tr> <tr> <td>SDIS</td> <td align="center">X</td> </tr> <tr> <td>MAIRIE d' AVIGNON</td> <td align="center">X</td> </tr> </table>	DREAL - UT 84	X	DDPP - SSPA		DDT	X	Gendarmerie/DDSP	X	ARS		DIRECCTE		SDIS	X	MAIRIE d' AVIGNON	X	Pour information Pour la Directrice Départementale et par délégation, la chef du service de prévention des risques techniques,
DREAL - UT 84	X																	
DDPP - SSPA																		
DDT	X																	
Gendarmerie/DDSP	X																	
ARS																		
DIRECCTE																		
SDIS	X																	
MAIRIE d' AVIGNON	X																	

Nathalie ARNAUD

**DECLARATION DU BENEFICE DES DROITS ACQUIS
D'UNE INSTALLATION CLASSEE
RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION**
Article R513-1 du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

SNCF COMBUSTIBLE	
6 rue Pierre Sépard	
84000	AVIGNON

Départements concernés :

VAUCLUSE

Communes concernées :

AVIGNON

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation :

NON

- une installation classée relevant du régime d'enregistrement :

NON

- une installation classée relevant du régime de déclaration :

NON

Demande de modification de certaines prescriptions applicables :

NON

Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

Installations classées objet du bénéfice des droits acquis :

Numéro de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime ¹ (D ou DC)
4734	2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	135,2	tonnes	DC
1435	3	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 3. Supérieur à 100 m3 d'essence ou 500 m3 au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m3	799	M3	DC

Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :

Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement.

Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement (article R512-55 du code de l'environnement).

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles²,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

² Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>

Déclarant :

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration.

Date de la déclaration du bénéfice des droits acquis :

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges :

